



## **Déclaration liminaire de la FNEC FP FO 49 – CSA SD – 3 avril 2026**

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames et messieurs les membres du CSA SD du Maine et Loire,

Depuis le 28 février dernier, la marche à la guerre au plan mondial vient de connaître une nouvelle accélération avec le déclenchement de la guerre Israélo-américaine contre l'Iran. Les premiers bombardements ont touché deux établissements scolaires, l'un d'eux causant 150 morts dans une école de filles à Minab, principalement des écolières et des enseignants. L'armée Israélienne a bombardé le campus de l'Université Libanaise à Beyrouth où le directeur de la faculté des sciences, le docteur Hussein Bazzi et le docteur Murmatada Srour ont été assassinés. La FNEC FP FO condamne cette volonté de détruire systématiquement les lieux de savoir comme cela a déjà été le cas à Gaza.

En tant qu'organisation attachée à la paix et à la solidarité internationale entre les peuples et les travailleurs, la FNEC FP FO exige le cessez le feu immédiat, la protection des civils et des travailleurs, la fourniture de l'aide humanitaire nécessaire. Elle réitère son appel à cesser les livraisons d'armes par la France à Israël. Elle s'oppose à toute volonté du gouvernement Macron-Lecornu de prendre part d'une manière ou d'une autre à cette folie meurtrière qui ne sert que les intérêts économiques et politique de Trump et de Netanyahu et qui menace les travailleurs et les peuples du monde entier.

Le président Macron annonce l'augmentation du nombre d'ogives nucléaires de l'arsenal français, la construction d'un nouveau porte-avion et de nouveaux sous-marins stratégiques... et a annoncé la semaine dernière une augmentation de 8,5 milliards pour le budget de guerre. Les milliards continuent donc de couler à flot pour l'armement alors que les hôpitaux, l'Ecole, les services publics répondant aux besoins vitaux de la population vont continuer à manquer de tout !

Dans ce contexte où le président Macron veut imposer la militarisation de l'ensemble de la société (classes défense et sécurité globale, nouveau service militaire, proposition de loi visant à renforcer l'enseignement de la défense dans les collèges et les lycées...), dans ce contexte où la censure et la répression d'Etat sont devenus la norme (contre les gilets jaunes, les mouvements sur la retraite, Sainte-Soline, Bloquons tout et aujourd'hui celles et ceux qui dénoncent le génocide en Palestine... la FNEC FP FO s'alarme aujourd'hui de la progression des actes de violences fascistes visant notamment des locaux et militants syndicaux ou politiques, en particulier la France Insoumise.

La FNEC FP FO en tant qu'organisation syndicale, est par définition viscéralement opposée à toute forme de racisme, de xénophobie, d'islamophobie, d'antisémitisme qui sont entretenus pour diviser les travailleurs et la population, actuellement confrontée aux mesures anti-sociales du gouvernement Macron-Lecornu qui s'attaque à l'Ecole publique, à la Santé, à la Sécurité Sociale et plus largement à tous les droits des salariés. La guerre, tout comme le racisme, s'oppose frontalement à la satisfaction et même à l'expression des revendications. C'est pourquoi la FNEC FP FO a appelé les personnels à participer massivement aux manifestations prévues le mercredi 18 mars devant la préfecture à Angers dans le cadre d'un appel intersyndical.

L'autre déclinaison de la guerre, c'est le budget Macron-Lecornu. Dans l'éducation nationale, ce sont les 4000 suppressions de postes qui concentrent tout. Il y a de la colère qui s'exprime dorénavant, dans de nombreuses mobilisations en France et les initiatives se multiplient aussi dans le département pour organiser le rapport de force, pour bloquer la casse de l'Ecole publique, pour gagner sur l'annulation des suppressions de postes et la création de postes nécessaires.

La FNEC FP FO ne se bat pas pour un hypothétique « bon budget 2027 » mais pour des mesures immédiates comme l'exigent les personnels, les parents et les élus des parents mobilisés – vous en avez entendus ce matin.

Aujourd'hui ce sont les écoles de la Bohalle, de St Mathurin, de Chalonnnes, de Beaufort en Vallée et d'autres qui sont présents avec pour certaines des enseignants grévistes. Ils défendent leur classe et rejettent ce budget illégitime. Ils défendent le maintien des écoles rurales notamment et les conditions de travail.

Ce mardi 31 mars, le projet Carte scolaire a été annoncé pour le premier degré : ce sont 52 classes qui sont menacées de fermeture dans le département à cause du budget illégitime passé par 49-3.

La baisse démographique ne saurait être une justification pour fermer des classes. Nos conditions de travail se dégradent, il est grand temps de baisser drastiquement le nombre d'élèves par classe. En effet, les personnels sont maltraités à cause des contre-réformes Macron et de ses prédécesseurs !

La FNEC FP FO s'est toujours opposée au PPCR qui individualise les droits, occulte et ralentit les avancements de carrière et place les collègues dans des positions de stagiaires à vie avec des accompagnements à répétition notamment avec la mise en place des résidences pédagogiques... et il faudrait accepter qu'elles figurent dans les plans de formations pour les 3 ans à venir comme vous nous l'avez exposé hier lors du CSA départemental ? Il faudrait accepter le nombre de postes de formateurs, de CPC alloués à cette tâche alors que c'est de postes d'enseignants dont nous avons besoin ?

De la même manière, nous nous opposons à ce que le Directeur d'école devienne le responsable pédagogique des enseignants en lieu et place des IEN, celui à qui il serait demandé de proposer des formations, de formuler des besoins de formation professionnelle et d'accompagnement de l'équipe à l'IEN. On l'a vu cette année, il lui a été demandé de former les collègues enseignants de son école sur le plan « filles maths ».

De plus, les politiques d'inclusion systématique et forcée provoquent un véritable chaos dans les écoles, mettant à mal les élèves et les personnels. Elles s'opposent à une réelle prise en charge des élèves dans un cadre spécialisé ou adapté avec le cas échéant les soins nécessaires selon leurs besoins. Au niveau national, 50 000 élèves n'ont aucune prise en charge d'AESH, 30 000 ne sont pas scolarisés en ESMS faute de places, et au lieu de créer les places, de recruter le personnel nécessaire, le ministère prépare l'externalisation totale des ESMS. Les PAS vont continuer à dégrader les conditions de travail de tous les personnels notamment des AESH en accélérant la mutualisation impulsée par les PIAL. Dans ce contexte de 4000 suppressions de postes, créer 1033 PAS à la rentrée 2026, c'est fermer plus de 1000 classes supplémentaires y compris des classes spécialisées. Dans notre département, 4 PAS supplémentaires pour atteindre 7 PAS sont prévus avec des moyens pris sur le premier degré, ce sont 5 fermetures de classes qui auraient pu être évitées, avec le DAR, dispositif d'auto-régulation. Les personnels n'ont pas besoin de « coaching » proposé par les PAS mais de création de postes RASED. **La FNEC FP FO propose l'avis suivant : le CSA SD demande la suppression des DAR et des PAS issus de l'acte 2 de l'école inclusive déjà en place dans le 49 et demande que les 7 PAS ( 3 précédents et 4 nouveaux proposés) soient transformés en postes RASED.**

La FNEC FP FO demande le recrutement de postes de remplaçants à hauteur des besoins, au moins 5 postes par circonscription : nous avons vu cette année que Mme la DASEN, vous avez été contrainte de reporter les formations REP + par manque de remplaçants sans pouvoir à ce jour donner de date pour ces formations, pour ces journées statutaires.

Pour la FNEC FP FO, les revendications sont claires :

- Non au budget de guerre qui rend exsangue l'Ecole publique !
- Annulation des 4000 suppressions de postes et création des postes nécessaires, y compris les postes spécialisés.
- Abandon des PAS issus de l'acte 2 de l'école inclusive et création de tous les postes RASED et AESH nécessaires.

Je vous remercie.